

sern unter Einschluß von PLO-Vertretern sowie eine internationale Konferenz unter dem Sicherheitsrat der Vereinten Nationen vorsahen. Sie fand dafür die Unterstützung von König Hussein. Solche Verhandlungen setzen aber auch allgemeinen arabischen Konsens voraus. Jedenfalls setzte Mubarak diese Linie unverändert fort und brachte sie auch wieder bei seinen Gesprächen mit dem israelischen Außenminister Peres Ende Februar 1987 vor. Das weitaus größte Problem ist die Einbeziehung der PLO; ohne sie besteht keine Aussicht auf Erfolg.

Die Möglichkeiten Ägyptens, auf der Grundlage seiner Verträge mit Israel eine umfassende Lösung des arabisch-israelischen Konflikts herbeizuführen, sind begrenzt. Es bleibt auf die Konzessionsbereitschaft und Mäßigung sowohl Israels als auch der jordanisch-palästinensischen Seite als den unmittelbar beteiligten Parteien angewiesen. Syrien und die »radikalen« Kräfte in der PLO blieben draußen. In Israel ist der derzeitige Ministerpräsident Schamir hartnäckig gegen Beteiligung der PLO, sein Außenminister und Partner Peres ist wesentlich flexibler.

Die Autorin schließt ihr Buch mit einer zusammenfassenden Betrachtung über Identität und nationales Interesse Ägyptens ab, die die Leitgedanken ihrer Arbeit waren.

Angeichts der aktuellen Position Ägyptens im Nahost-Konflikt stellt das Buch von Gudrun Krämer eine ausgezeichnete und zuverlässige Informationsquelle für breite Kreise dar.

Gerhard Moltmann

Catherine Coquery-Vidrovitch

Afrique noire. Permanences et ruptures

Paris: Payot 1985, 440 p., 170,— FFr.

Quiconque croyait savoir quelque chose sur l'Afrique noire pensera autrement après la lecture de ce livre. A nouveau l'auteur, Mme. Coquery-Vidrovitch a fait preuve de son érudition en la matière.

Le livre s'adresse par son approche et la densité des faits présentés aussi bien au débutant qu'à l'avancé. Si le premier aura des difficultés à apprécier la multitude des exemples historiques cités, il profitera d'autant plus de l'approche historique spécifique de l'auteur qui lui épargne dès le début de ses études les pièges méthodologiques à l'ordre du jour dans la littérature sur l'Afrique. Pour le dernier le livre deviendra sans doute, comme l'a écrit Paul de Dekker dans son excellent compte rendu »la référence indispensable en langue française«.¹

»Africa is a big place!« me répondit un ami africain quand je lui racontais mon intention de faire cette revue, comme pour m'avertir de l'impossibilité d'arriver à des conclusions

1 Le Monde diplomatique, sept. 1985, p. 12.

concernant cette diversité des phénomènes socio-logiques en Afrique. Mme. Coquery-Vidrovitch y arrive, et avec succès. Elle dé-couvre par la confrontation des exemples des traits historiques de la situation socio-économique et politique actuelles communs à tous les pays du continent et elle y inclut même – fait rare – l'Afrique du Sud. Par son histoire culturelle (p. 11) l'Afrique noire forme une unité par rapport à d'autres cultures.² Unité ne signifie point unicité et, moins encore, uniformité. L'approche historique s'avère un parfait moyen pour expliquer le malaise africain actuel où »des mutations sociales, économiques, idéologiques et culturelles prodigieusement accélérées . . .«³ (p. 12) soumettent les masses populaires à la misère généralisée, matérielle et spirituelle.

Le pronostic de Mme. Coquery-Vidrovitch, bien fondé sur une analyse historique très fine du fait démographique, du pouvoir, des réalités paysannes et de l'urbanisation est ambigu (voir la conclusion, p. 393 ss.). C'est certainement par sagesse que Mme. Coquery-Vidrovitch n'essaie pas de nous faire croire – comme tant d'autres auteurs – de connaître l'avenir de ces bouleversements, mais elle nous dévoile leurs enjeux.

Nous n'allons pas répéter ici le compte rendu déjà mentionné de Paul de Dekker. Nous nous bornons à proposer quelques remarques critiques. Il n'est nullement notre intention d'amoindrir par là la valeur de cet ouvrage.

La situation démographique en Afrique que Mme. Coquery-Vidrovitch nous présente dans la première partie du livre se trouve depuis quelques années renversée. Chroniquement sous-peuplé pendant des siècles le continent connaît depuis peu le taux de natalité le plus élevé du monde (p. 23). Les conditions géo-physiques et climatiques n'ayant pas changé – on doit par ailleurs douter avec l'auteur (p. 20) de leur rôle déterminant dans le développement d'une société – on est tenté de voir dans la fin de la ponction négrière (p. 30) le début de cette croissance démographique. Au delà de la vaine discussion des »maximalistes« et des »minimalistes« quant au chiffre exact de ces ponctions (p. 32 ss.) on ne saurait nier, certes, leurs répercussions économiques et sociales (p. 42). Il serait néanmoins hasardeux de vouloir établir une causalité directe et unique entre »révolution démographique« et essor économique. La comparaison avec la situation en Europe au XVIII^e siècle (p. 36 s.) aurait dû révéler d'autres facteurs décisifs. Considérant même qu'il s'agissait pour la plupart des esclaves déportés de membres les plus actifs des sociétés concernées il n'en suit ni que le nombre à lui seul détermine les changements économiques ni qu'il y ait un lien direct entre densité de la population et sa structure politique (p. 17). Cette approche laisse trop de côté que les peuples africains vivent – comme tout autre peuple – la réciprocité de leur ordre matériel et de leur ordre philosophique spécifique. Donc: s'il n'était pas nécessaire d'évoluer (dans quel sens?) ce n'est pas seulement parce que »le faible niveau technologique suffisait à leurs besoins« (p. 25). La fina-

2 Il y a d'ailleurs une communauté philosophique de longue date en Afrique. Cheikh Anta Diop a consacré la plupart de ses oeuvres à ce sujet.

3 Dans ce sens aussi *Trappe, Paul*, Feststellungen zum afrikanischen Bodenrecht, in: Entwicklungsrelevante Fragen der Agrarverfassung und des Bodenrechts in Afrika südlich der Sahara, Hrsg. Münkner, Institut für Kooperation in Entwicklungsländern, Marburg 1984, p. 19 ss.

lité de l'ordre politique spécifique de la plupart des sociétés africaines (cette idée sera développée davantage plus loin) exige plutôt cette économie qu'il reproduit constamment. Il est conditionné par une connaissance millénaire profonde du milieu naturel et d'une écologie extrêmement sensible à toute intervention humaine (p. 26, 30). Vu que bien des autres facteurs interviennent pour déterminer la démographie (p. 23) on ne peut qu'admettre avec l'auteur que maintes interprétations du fait démographique sont possibles. Le lecteur se demandera pourquoi cette problématique est reprise dans un annexe (p. 397-400).

Dans la deuxième partie du livre Mme. Coquery-Vidrovitch aborde le problème du pouvoir, problème complexe et délicat. C'est surtout ici que l'esprit innovateur de l'auteur quant aux outils méthodologiques fraye une nouvelle piste.

Les ordres politiques en Afrique étaient qualifiés pendant longtemps de «sans Etat», donc «an-archiques» et de «désordres» (p. 67) car la recherche de structures d'une organisation – étatique, au sens européen du terme – n'aboutissait pas et faute de méthodes pour penser un autre ordre politique que celui de l'Etat. La confusion d'ordre et d'organisation politique⁴ nous a donc valu la production d'une connaissance loin de la réalité africaine.

Mme. Coquery-Vidrovitch propose: «Au lieu de partir de l'entité Etat . . . il est préférable d'interroger l'idée politique à la base . . . : L'analyse de la vie de relation sociale et politique du groupe va révéler du même coup sa stratégie vis-à-vis des entités extérieures, voire supérieures» (p. 67). Elle part du village, l'unité de base de production et unité politique la plus répandue, au moins en Afrique occidentale.

Quoique incorporé dans un réseau de relations d'échanges et de dépendances, donc jamais isolé (p. 68), le village était néanmoins autonome (p. 70). Ses relations avec d'autres villages ou avec les instances supérieures, y inclus l'Etat, étaient, et c'est là une différence essentielle par rapport aux relations politiques en Occident, partout à base humaine – personnelle ou familiale – et ne jamais à base territoriale (p. 73, 75, 76, 82, 87). A ce jeu complexe des relations personnelles, constamment mises en questions (p. 84 s.) par l'ordre politique dynamique ainsi créé le colonisateur va essayer d'imposer un système politique à Etat, à base territoriale, donc un ordre politique statique. Il le fait en déterminant les groupes ethniques à un moment donné, en les figeant territorialement (p. 75, 128) et en intégrant l'institution du chef traditionnel dans son système administratif étatique (p. 119-123).

Comme de «multiples traits de l'ordre traditionnel subsistent plus ou moins incorporés à la société et à l'Etat modernes» Mme. Coquery-Vidrovitch juge que . . . «il est essentiel de bien comprendre les composantes de cette filiation» (p. 68). Cette approche ne plaira pas à tout le monde. Bon nombre d'hommes politiques, mais aussi des chercheurs voudraient bien reléguer le traditionnel vécu au temps passé. L'étude des «composantes de

4 Voir pour cette distinction: *Fikentscher, Wolfgang*, Methoden des Rechts in vergleichender Darstellung, 5 Bde., Mohr: Tübingen 1975 ff., Bd. 1: Frühe und religiöse Rechte. Romanischer Rechtskreis 1975, p. 120. Une distinction que l'auteur ne fait pas toujours.

cette filiation« est d'autant plus indispensable qu'il ne s'agit pas dans le contexte africain d'une (simple) étude historique mais d'un premier pas vers l'analyse d'une rencontre de deux ordres politiques, opposés irréductiblement dans leurs principes culturels. Nous devons pour bien mener cette analyse nous débarrasser de l'habitude dans les sciences sociales à réfléchir sur cette rencontre seulement en termes de capacité d'une société d'absorber des influences nouvelles, donc de les transformer et intégrer, à réfléchir exclusivement en termes d'évolution ou de révolution sociale (p. 87). En plus de cela il s'agit en Afrique de chercher des mécanismes d'articulation de ces ordres politiques différents afin que leur contradiction (p. 76) n'aboutisse à un éclatement. Mme. Coquery-Vidrovitch ne s'interroge que sur le premier aspect et elle est pessimiste quant à la capacité des structures pré-coloniales de s'adapter aux conditions créées par un Etat moderne. Elle fonde ce pessimisme avant tout sur un nombre d'exemples historiques où des résistances politiques pré-coloniales (p. 88 ss.) ont échoué. Pourtant elle se refuse d'annoncer la victoire (l'assimilation, p. 120) totale de ce nouveau système, pensé et forgé en Occident (p. 111 s.) et puis greffé de l'extérieur. Pour l'auteur les principes opposés des ordres politiques, dont elle démontre par des exemples éclairants (p. 112 s.) les conséquences, mènent à l'impasse (p. 114/115) et au risque d'asphyxie de toute capacité d'innovation et à la stérilisation de toute tentative autonome de contestation (p. 113). L'issue vécue serait la mystification militaire (p. 113) et le régime présidentiel à parti politique unique soutenu par un discours légitimateur qui voudrait que ce système se rapproche de la forme du gouvernement du chef traditionnel. Compte tenu du fondement du pouvoir de ce chef (p. 126) ce rapprochement ne peut se faire. Les chefs reconnus par l'administration étatique ne survivent en tant que tels que grâce à un Etat moderne assez fort pour les protéger et qu'ils ont tout intégré à préserver.

La facilité avec laquelle les chefs se sont transformés dans la plupart des cas en administrateurs étatiques a certainement aussi une dimension psychologique qui, à notre connaissance, n'a pas encore fait l'objet de recherche. L'ordre politique pré-colonial était – comme tout ordre politique – un équilibre (non-organisé)! de tensions diverses. Les chefs étaient dans ce système eux-mêmes obligés »de respecter les mécanismes de la régulation interne« (p. 115, 126) aux termes desquelles il fallait p. ex. redistribuer périodiquement des richesses accumulées (p. 192). Il ne s'agit là point d'un simple acte économique mais d'un phénomène politique éminemment important. En présence du pouvoir colonial et post-colonial étatique ils pouvaient et peuvent, sans risque (politique), transgresser ces règles transformant ainsi leur fonction de représentant du pouvoir du groupe en un pouvoir individuel. Leur abus du sentiment ethnique en en faisant du tribalisme (p. 115, 123, 131) est un des moyens pour maintenir ce pouvoir individuel, qui, par la tradition, ne leur revient pas.

Enrichi par cette analyse minutieuse des contradictions le lecteur souhaitera savoir un peu plus dans quelle mesure »l'Etat africain moderne incarne donc, dans une certaine mesure, le dépassement – ou du moins la volonté de dépasser la contraction entre les »sociétés traditionnelles« et le modèle occidental« (p. 111). La question reste posée. Elle ouvre un immense champ de recherche et de réflexion.

Dans la troisième partie Mme. Coquery-Vidrovitch s'avance dans le centre des problèmes (économiques) de l'Afrique contemporaine.

Avant de comparer les différentes approches nommées de «capitalisme agraire ou socialisation de l'agriculture» (164, 165 ss.) Mme. Coquery-Vidrovitch brosse une image très concise et claire du fonctionnement du monde paysan et de sa résistance aux tentatives de transformation par le colonisateur (p. 145 s.). Malheureusement l'auteur définit les problèmes existants (p. 159, 163) en termes de blocages dûs au «genre de vie et» au «mode d'exploitation ruraux» traditionnels (p. 147) où les «techniques agricoles» sont «adaptées . . . à une écologie fragile» (p. 147) et où «le système foncier» empêche «l'accumulation» des terres «entre les mains de quelques privilégiés» (p. 148). Comme nous l'avons déjà suggéré plus haut, ce système économique spécifique est garant et générateur d'un système politique spécifique visant à le maintenir à son tour. Les blocages ne sont donc point inhérents au système traditionnel (comment expliquer autrement le titre très pertinent de la partie du livre en discussion, p. 143?), mais ils sont le résultat de la rencontre avec un système greffé de l'extérieur et qui n'obéit pas aux mêmes impératifs (p. 149, 168, 236). Comme pour l'étude des systèmes politiques antagonistes on ne peut que souligner la nécessité de bien discerner la différence de ces impératifs avant de chercher les dis solutions de ces blocages.

Le mode d'accès à la terre constitue la clé pour l'interprétation.⁵ Mme. Coquery-Vidrovitch distribue trop vite les cartes (européennes!). L'absence de propriété privée dans le système traditionnel ne signifie pas automatiquement propriété collective (p. 149). Cette dichotomie suppose que l'individu s'oppose à la collectivité et que les choses s'approprient! C'est le cas en Occident.⁶ En est-il ainsi en Afrique?

Cette avec lucidité que Mme. Coquery-Vidrovitch met ensuite en garde (p. 158) contre une simplification dans la discussion sur l'économie africaine en voulant tout réduire à la création et à l'utilisation d'un surplus. Aux exemples donnés où la logique du marché ne joue pas on pourrait ajouter le cas où un surplus considérable n'est pas commercialisé mais utilisé à des fins sociales par des pratiques destructives et/ou ostentatoires. La notion de surplus est donc une notion définie différemment selon chaque culture.

L'auteur passe en revue les politiques agricoles et elle voit peu d'exemples positifs. L'émergence d'une agro-industrie ici et là, orientée vers le marché international se fait aux dépens du et sans le monde rural (p. 176, 209) et fait que de plus en plus la population doit être nourrie à base de céréales importées au lieu de produits de base locaux (p. 175). Que l'approche socialiste n'ait pas eu de résultats meilleurs que celle d'un capitalisme agraire (p. 182, 188, 192, 203) est sans doute dû au fait, et non pas seulement au risque, de la «confusion entre les coutumes anciennes de travail communautaire et une collectivisation agricole effectivement contraire aux traditions paysannes» (p. 203). Une fois de

5 Kouassigan aussi (*Guy Adjété*, *Afrique: Révolution ou diversité des possibles*, Paris 1985) consacre dans son livre, publié posthume, un chapitre à la problématique de la terre. Ce livre est d'ailleurs un complément très utile car il traite surtout de la dimension philosophique des problèmes discutés par Mme. Coquery-Vidrovitch.

6 Occident au sens large du terme, c'est-à-dire la culture occidentale.

plus les idéologies du capitalisme et du socialisme, nées dans des contextes historiques étranges à l'Afrique n'y sont pas opérationnelles. Tout développement se fera en s'adressant «d'abord aux structures existantes» (p. 186) ou il ne se fera point. Ce qui vaut pour l'économie devrait s'appliquer aussi à un nouveau système politique et social. L'auteur fait ici une distinction (p. 205) qui s'accorde difficilement avec son propre constat d'un pouvoir traditionnel toujours vivant.

Confrontée aux problèmes sociaux en Afrique Mme. Coquery-Vidrovitch fait trop vite appel à une politique sociale, voire socialiste, car il serait «vain, voire malhonnête de chercher à résoudre par des solutions strictement économiques ce qui constitue en réalité un problème éminemment social» (p. 188). Un système économique hors mesure de résoudre les problèmes de malnutrition, de faim, de santé et du travail dans une société doit être repensé, puis restructuré. L'économie n'est pas une fin en soi . . . sauf dans les idéologies politiques – capitaliste et socialiste – qui, dans leur position extrême, se détachent des buts à servir par l'économie. On pourrait faire un grand pas en avant si le critère de rentabilité serait redéfini.

Partant des structures existantes Mme. Coquery-Vidrovitch s'interroge ensuite sur les possibilités de changement du monde paysan qui ne peut plus subvenir à ses propres besoins (p. 160) et qui ne peut gagner la course avec l'agriculture mécanisée (p. 209) à moins qu'il ne s'adapte aux exigences nouvelles. Comme pour le système politique traditionnel l'auteur arrive à un résultat négatif. La psychologie sociale des paysans en général (p. 207) et leurs expériences de résistances, pour la plupart sans succès (p. 211–213) sont pour elle des signes d'une incapacité d'adaptation. La réaction devant de tels échecs aurait été souvent la fuite dans des pratiques religieuses, dans la passivité (p. 207) et/ou dans la résignation (p. 240). Mme. Coquery-Vidrovitch qualifie le rôle de l'Islam dans ce contexte plutôt d'ambigu (p. 245 s.) et, sauf au Sénégal, sans suite politique permanente. On peut bien se demander si ces formes de fuite n'étaient que cela. Si la paysannerie africaine a su, au contraire d'autres groupes sociaux (p. 255 s.) préserver pour l'essentiel son caractère malgré toutes les agressions culturelles connues on pourrait interpréter ces fuites aussi en tant que résistance politique, apparemment très effective. On doit deviner derrière cette résistance une force motrice positive, une force africaine spécifique, cachée aux européens.⁷ Au lieu de regretter avec l'auteur le manque de vouloir changer (p. 258), cette passivité (p. 261) de la paysannerie devant la misère évidente, et l'absence d'une situation (conscience) révolutionnaire (p. 261) il faudra, avant tout, valoriser positivement cette force cachée pour qu'elle puisse nourrir un mouvement politique authentique. »Les paysans africains . . . aspirent . . . non pas à *changer* le pouvoir, mais à le *rejeter* . . .« (p. 258). Des programmes révolutionnaires doivent échouer dans des contextes où la lutte des pouvoirs socio-politiques antagonistes fait défaut et où le pouvoir politique de l'Etat s'oppose à un ordre acéphale des sociétés. Le savoir-faire révolutionnaire dans les mains des paysans reste un outil inefficace. Ce n'est pour rien qu'on le leur proposa si souvent.

7 Voir à ce sujet Ziégler, Jean, Le pouvoir africain, Paris: Seuil 1971 et le livre déjà mentionné de Kouassigan.

Un coup d'œil dans la bibliographie impressionnante confirme que Mme. Coquery-Vidrovitch a mis l'accent de son livre sur la dernière partie, sur l'analyse du »lieu privilégié des affrontements politiques et sociales et« du »creuset de formes nouvelles d'adaptation au monde »moderne« » (p. 268) à savoir la ville africaine ou l'»antagonisme classique, en régime capitaliste, entre »bourgeoisie« et »prolétariat« » ne rend plus »compte . . . de la complexité du tissu social urbain« (p. 371).

Elle nous confronte ici avec des connaissances sans pareilles. Grâce aux circonstances – période plus courte et mieux documentée que celle du monde paysan – l'analyse historique des mouvements ouvriers ne débouchant que tardivement aux mouvements politiques (p. 296), dans certains cas décisifs dans la lutte pour l'indépendance (p. 358), produit des résultats peu connus jusqu'alors.

Au lieu de concentrer tant de forces et de moyens pour la réalisation de l'Etat-nation (p. 262) car les gouvernements craignent que la contradiction des formes politiques et économiques au sein de chaque Etat pourrait faire éclater les structures internationalement établies et reconnues, ces mêmes forces et moyens, utilisés à des fins sociales, produiraient des effets bénéfiques.

On pourrait bien voir dans ce que Mme. Coquery-Vidrovitch décrit dans la dernière partie du livre un signe que cet antagonisme a trouvé une solution au niveau du vécu. Ce qui s'oppose irréductiblement au niveau théorique – monde paysan et monde urbain moderne-s'estompe devant l'esprit conciliateur de beaucoup d'Africains travaillant en ville tout en gardant des liens avec leur village (p. 273, 374, 391). Il semble que cette capacité de conciliation va de plus en plus de pair avec une maîtrise intellectuelle et psychologique de ces deux mondes.⁸ Frantz Fanon nous a rendu compte d'une période douloureuse du colonialisme, période surmontée?

Naîtront en »des pratiques urbaines originales (africaines,) c'est-à-dire syncrétiques qui ne sont dorénavant identifiables ni à des références rurales »résiduelles«, ni à une simple occidentalisation des moeurs« (p. 391)?⁹

On ne peut que féliciter Mme. Coquery-Vidrovitch d'avoir eu le courage d'affirmer cette originalité. Ayons ensemble le courage de trouver un vocabulaire tenant compte de cette originalité!

Hagen Henry

8 *Stürzinger, Ulrich*, Die Kultur der Mobilität im modernen Afrika, in: Genève-Afrique 1984, no. 2, p. 151 ss. voit dans cette maîtrise un élément constitutif de la culture africaine contemporaine (résumé en français).

9 Pour le doute voir p. 393.